



CHAPITRE 80

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec, la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais

[Sanctionnée le 19 juillet 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 83,
a. 29, mod.

1. L'article 29 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), remplacé par l'article 5 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, s'il s'agit d'un contrat visé par le premier alinéa de l'article 104, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000 ou, le cas échéant, inférieure au montant fixé par le Conseil en vertu du présent alinéa, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

Id., a. 104,
mod.

2. L'article 104 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1971 et modifié par l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouverne-

CHAPTER 80

An Act to amend the Québec Urban Community Act, the Montreal Urban Community Act and the Outaouais Regional Community Act

[Assented to 19 July 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1969, c. 83,
s. 29, am.

1. Section 29 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83), replaced by section 5 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by adding, at the end of the first paragraph, the following: "However, in the case of a contract contemplated in the first paragraph of section 104, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000 or, as the case may be, less than the amount fixed by the Council under this paragraph, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender."

Id., s. 104,
am.

2. Section 104 of the said act, replaced by section 18 of chapter 88 of the statutes of 1971 and amended by section 9 of chapter 71 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "If, however, to comply with the conditions for the making of a gov-

mentale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, le comité exécutif peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé. »

1969, c. 83,
a. 200a, aj.

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 200, de l'article suivant:

Program-
mes
d'immobili-
sations,
etc.

«**200a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

Contenu.

Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement chaque organisme et dont la période de financement excède douze mois.

Transmis-
sion au
ministre.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Formu-
laire.

Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Com-

ernment grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the executive committee may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay."

3. The said act is amended by inserting after section 200 the following section: 1969, c. 83,
s. 200a,
added.

«**200a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part. Program-
mes of
capital
expendi-
tures.

These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures that each body plans to incur for which the financing period exceeds twelve months. Content.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix. Transmis-
sion to
Minister.

The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commis- Form.

mission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

Entrée en vigueur.

Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Emprunt, etc., pour immobilisations.

Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dispositions applicables.

Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Communauté et de celui de la Commission de transport s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption du programme de leurs immobilisations respectives. »

1969, c. 83, a. 201, mod.

4. L'article 201 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Autorisation du ministre.

« Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre. »

1969, c. 83, a. 227a, aj.

5. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 227, de l'article suivant:

Adjudication d'un contrat entre \$5,000 et \$25,000.

« **227a.** L'adjudication d'un contrat dont l'objet est l'un de ceux visés par le premier alinéa de l'article 104, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000, doit être précédée d'une demande de soumissions faite par

sion provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section.

To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

Coming into force.

No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

Loans, etc., for capital expenditures.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programmes of their respective capital expenditures. »

Provisions to apply.

4. Section 201 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

1969, c. 83, s. 201, am.

« Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister. »

Authorization by Minister.

5. The said act is amended by inserting after section 227 the following:

1969, c. 83, s. 227a, added.

« **227a.** The awarding of a contract for one of the objects contemplated in the first paragraph of section 104, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000, must be preceded by a call for tenders made by

Awarding contracts between \$5,000 and \$25,000.

voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

1969, c. 83,
a. 249,
mod.

6. L'article 249 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 65 des lois de 1970, l'article 129 du chapitre 55 des lois de 1972 et par l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «L'autorisation du ministre est aussi requise dans les cas prévus à l'article 201.»

1969, c. 84,
a. 32, mod.

7. L'article 32 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), remplacé par l'article 3 du chapitre 90 des lois de 1971, est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «Toutefois, s'il s'agit d'un contrat dont l'objet est l'un de ceux visés par le premier alinéa de l'article 111, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure au montant fixé par le Conseil en vertu du présent article, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs.»

Id., a. 111,
mod.

8. L'article 111 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1971, par l'article 2 du chapitre 91 des lois de 1971 et par l'article 9 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, le comité exécutif peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont

inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender.»

1969, c. 83,
s. 249, am.

6. Section 249 of the said act, amended by section 6 of chapter 65 of the statutes of 1970, by section 129 of chapter 55 of the statutes of 1972 and by section 20 of chapter 71 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the first paragraph the following: "The authorization of the Minister is also required in the cases contemplated in section 201."

1969, c. 84,
s. 32, am.

7. Section 32 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84), replaced by section 3 of chapter 90 of the statutes of 1971, is amended by adding at the end the following: "However, in the case of a contract for one of the objects contemplated in the first paragraph of section 111, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than the amount fixed by the Council under this section, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender."

Id., s. 111,
am.

8. Section 111 of the said act, amended by section 7 of chapter 90 of the statutes of 1971, by section 2 of chapter 91 of the statutes of 1971 and by section 9 of chapter 82 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the executive committee may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest

à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.»

among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay."

1969, c. 84,
a. 258a,
aj.

9. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 258, de l'article suivant:

9. The said act is amended by inserting after section 258 the following section: -1969, c. 84,
s. 258a,
added.

Program-
mes d'im-
mobilisa-
tions, etc.

«**258a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations y inclus celui du Conseil de sécurité, et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

«**258a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures including that of the Security Council, and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part. Program-
mes of
capital
expendi-
tures.

Contenu.

Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement la Communauté et la Commission de transport et dont la période de financement excède douze mois.

These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures that the Community and the Transit Commission plan to incur respectively for which the financing period exceeds twelve months. Content.

Transmis-
sion au
ministre.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix. Transmis-
sion to
Minister.

Formu-
laire.

Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Commission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commission provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section. Form.

Entrée en vigueur. Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Emprunt, etc., pour immobilisations. Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dispositions applicables. Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Communauté et de la Commission de transport s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption du programme de leurs immobilisations respectives. »

1969, c. 84, a. 259, mod. **10.** L'article 259 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Autorisation du ministre. « Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre. »

1969, c. 84, a. 286b, aj. **11.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 286a, de l'article suivant:

Adjudication d'un contrat entre \$5,000 et le montant fixé par le Conseil. « **286b.** L'adjudication de tout contrat comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure au montant fixé par le Conseil de la Communauté en vertu de l'article 32 doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès de deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs. »

1969, c. 84, a. 310, mod. **12.** L'article 310 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 90 des lois

Coming into force. To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

Loans, etc., for capital expenditures. No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

Provisions to apply. To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programmes of their respective capital expenditures. »

1969, c. 84, s. 259, am. **10.** Section 259 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

Authorization by Minister. « Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister. »

1969, c. 84, s. 286b, added. **11.** The said act is amended by inserting after section 286a the following:

Awarding contracts between \$5,000 and the amount fixed by the Council of the Community. « **286b.** The awarding of any contract involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than the amount fixed by the Council of the Community under section 32 must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender. »

1969, c. 84, s. 310, am. **12.** Section 310 of the said act, amended by section 33 of chapter 90

de 1971 et remplacé par l'article 17 du chapitre 73 des lois de 1972, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Approba-
tion du
ministre.

« Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'approbation du ministre. ».

1969, c. 85,
a. 104,
mod.

13. L'article 104 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), est modifié:

a) par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, la Communauté peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé. »;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Adjudica-
tion d'un
contrat
entre
\$5,000 et
\$25,000.

« Toutefois, s'il s'agit d'un contrat dont l'objet est l'un de ceux visés par le premier alinéa du présent article, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000, son adjudication doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs. »

1969, c. 85,
a. 195a, aj.

14. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 195, de l'article suivant:

Program-
mes d'im-
mobilisa-
tions,
etc.

« **195a.** La Communauté doit, au plus tard le 30 octobre de chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations et celui des immobilisations de la Commission de transport. Chacun de ces programmes est adopté par règlement dont il fait partie.

of the statutes of 1971 and replaced by section 17 of chapter 73 of the statutes of 1972, is amended by adding at the end the following paragraph:

« Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the approval of the Minister. ».

Approval
by
Minister.

13. Section 104 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85), is amended:

1969, c. 85,
s. 104, am.

(a) by adding at the end of the third paragraph the following: « If, however, to comply with the conditions for the making of a government grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the Community may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay. »;

(b) by adding at the end the following paragraph:

« However, in the case of a contract for one of the objects contemplated in the first paragraph of this section, involving an expenditure exceeding \$5,000 and less than \$25,000, its awarding must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers to tender. »

Awarding
contracts
between
\$5,000 and
\$25,000.

14. The said act is amended by inserting after section 195 the following section:

1969, c. 85,
s. 195a,
added.

« **195a.** The Community shall, not later than 30 October each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures and the programme of the capital expenditures of the Transit Commission. Each such programme shall be adopted by the by-law of which it is a part.

Program-
mes of
capital
expendi-
tures.

Contenu. Ces programmes doivent être divisés en phases annuelles. Ils doivent détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le coût et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer respectivement chaque organisme et dont la période de financement excède douze mois.

Transmission au ministre. Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la Communauté a été dans l'impossibilité en fait d'adopter l'un ou l'autre de ces programmes ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe.

Formulaire. Le ministre peut décréter que la transmission de ces programmes se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la Communauté ou la Commission de transport lui fournisse quelque information relative à ces programmes, même si telle information n'est pas prévue au présent article.

Entrée en vigueur. Le règlement visé au premier alinéa ne requiert, pour entrer en vigueur, que l'approbation du gouvernement.

Emprunt, etc., pour immobilisations. Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises par la loi est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Dispositions applicables. Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la Com-

Content. These programmes shall be divided into annual phases. They shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the amount and the mode of financing of the capital expenditures that each body plans to incur for which the financing period exceeds twelve months.

Transmission to Minister. Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Minister during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the Community has been actually unable to adopt either of these programmes or to transmit it within the prescribed delay, the Minister may grant the Community any additional delay he may fix.

Form. The Minister may order that these programmes be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the Community or the Transit Commission provide him with any information relating to such programmes even in the case where such information is not provided for in this section.

Coming into force. To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government.

Loans, etc., for capital expenditures. No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required by the law is deemed to have been ordered in conformity with that programme.

Provisions to apply. To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the Community

munauté et de la Commission de transport, s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à la procédure préalable à l'adoption du budget de leurs immobilisations respectives.»

1969, c. 85,
a. 196,
mod.

15. L'article 196 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Autorisa-
tion du
ministre.

«Tout emprunt qui, selon la loi, doit être décrété par règlement, requiert aussi l'autorisation du ministre.»

1969, c. 85,
a. 245,
mod.

16. L'article 245 de ladite loi, modifié par l'article 141 du chapitre 55 des lois de 1972 est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «L'autorisation du ministre est aussi requise dans les cas prévus à l'article 196.»

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

and to that of the Transit Commission also apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programmes of their respective capital expenditures."

15. Section 196 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph: 1969, c. 85,
s. 196, am.

"Every loan that, under the law, must be ordered by by-law, also requires the authorization of the Minister." Authoriza-
tion by
Minister.

16. Section 245 of the said act, amended by section 141 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended by adding at the end of the first paragraph the following: "The authorization of the Minister is also required in the cases contemplated in section 196." 1969, c. 85,
s. 245, am.

17. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into
force.